

033

N° 033 /ASMI/MINTP/SG/DCT/CAO/CEA3/NS/2022 DU 05 AVR 2022

**POUR L'ELABORATION D'UNE « ÉTUDE DIAGNOSTIQUE ET STRATÉGIE
D'ASSAINISSEMENT ET DE GESTION DES EAUX PLUVIALES DANS LA RÉGION DE
L'EXTRÊME-NORD »**

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt (ASMI), à l'intention des Bureaux d'Études Techniques (BET) et/ou groupement de BET du secteur des BTP qui désirent participer à la pré-qualification pour ces prestations.

I- OBJET DE LA SOLLICITATION

Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt a pour objet la pré-qualification des Bureaux d'Études Techniques (BET) et/ou groupement de BET devant participer à l'Appel d'Offres International Restreint pour l'élaboration d'une étude diagnostique et la stratégie d'assainissement et de gestion des eaux pluviales dans la région de l'Extrême-Nord.

II- CRITÈRES DE QUALIFICATION

- Être un Bureau d'Études Techniques ou groupement de Bureaux d'Études Techniques ;
- Présenter un dossier administratif conforme aux spécifications du point V.1 ci-dessous ;
- Disposer du matériel et du personnel compatible avec les prestations à réaliser ;
- Avoir une expérience suffisante dans le domaine de la gestion des eaux ;
- Avoir une expérience suffisante dans l'élaboration de stratégie de développement des infrastructures.

III- DESCRIPTION DE LA PRESTATION

L'objectif général du projet est de faire une étude globale, de la sécurisation des infrastructures et des populations face aux eaux pluviales, et de la gestion durable desdites eaux dans la région de l'Extrême-Nord. Elle vise à améliorer les conditions de vie des populations riveraines en palliant aux problèmes d'inondations régulières en périodes de fortes pluies, et en gérant la ressource en eau pour la rendre disponible en saison sèche.

La mission dotera la région de l'Extrême-Nord d'un document de planification, de la sécurisation des infrastructures et des populations face aux eaux pluviales, et de la gestion des eaux pluviales, en intégrant les principes de durabilité. Ledit document harmonisera avec les documents de planification urbaine existants les cas échéants. Pour atteindre cet objectif, il est envisagé de mener une étude diagnostique.

Globalement, les prestations attendues des BET comprennent :

- Contribuer à la définition d'une méthodologie adéquate pour mener à bien les prestations, comprenant entre autres un calendrier prévisionnel de mise en œuvre de ladite méthodologie, une proposition expliquée des points d'arrêt, ainsi que les

relations existantes entre les différentes étapes de l'étude. Et produire les rapports y afférents ;

- Elaborer le diagnostic de la sécurisation des infrastructures et des populations face aux eaux pluviales dans la région de l'Extrême-Nord, accompagné d'un diagnostic environnemental, tout en définissant les zones inondables et de déguerpissement prioritaires à soumettre aux administrations concernées, ainsi que les ouvrages de régulation, de protection et routiers à réhabiliter / reconstruire ou construire en urgence ;
- Elaborer le diagnostic de la gestion des eaux pluviales dans la région de l'Extrême-Nord, accompagné d'un diagnostic environnemental, tout en définissant les zones propices à la construction/réhabilitation des ouvrages de mobilisation, stockage, traitement et distribution de l'eau en adéquation avec l'environnement de la zone ;
- Elaborer un Schéma Directeur de l'Aménagement et de la Gestion des Eaux (SDAGE) durable de la région de l'Extrême-Nord, soutenu par les analyses multicritères des options d'aménagements et de projets prioritaires, y compris des études d'impact environnemental et social (EIES) sommaires (Cadrage environnemental), et articulé à un Plan d'Investissement Prioritaire à financer (partenariats public privé et/ou autres modes de financement) ;
- Elaborer un rapport des actions à mener, décrivant le plan d'actions détaillé à mettre en œuvre pour la stratégie de la sécurisation des infrastructures et des populations face aux eaux pluviales, et de la gestion durable de l'eau dans la région de l'Extrême-Nord, avec un budget par action ;
- Elaborer les Dossiers de Consultation des Bureaux d'Études pour la réalisation des Études Technique des projets retenus dans le SDAGE.

IV- DOSSIER DE CANDIDATURE

Les candidats devront fournir les pièces ci-après présentées en deux (02) volumes, et rédigés en français ou en anglais.

Au risque de voir son offre disqualifiée, le candidat doit présenter de la façon la plus claire et détaillée possible, les éléments suivants qui feront l'objet de vérification.

Les pièces justificatives doivent dater de moins de trois (03) mois à la date de lancement de l'Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt.

Le dossier de candidature en un seul volume devra comprendre :

V-1 : Volume 1 (Dossier Administratif)

Le « volume 1 » comprendra les documents administratifs suivant (en originaux ou copies certifiées conformes, datées de moins de trois (03) mois et valables pour l'exercice en cours :

Pièces N°	Désignation
Pour les soumissionnaires de droit camerounais	
A.1	Une attestation de Non redevance en cours de validité.
A.2	Une attestation de non-faillite délivrée par le Greffe du tribunal du lieu du siège du candidat ;
A.3	Une attestation de non exclusion des Marchés Publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).
A.4	Une attestation signée du Directeur de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS), ou d'un de ses représentants dument

	<i>mandaté, certifiant qu'il a effectivement versé à la caisse les sommes dont il est redevable.</i>
A.5	<i>L'accord de groupement le cas échéant ;</i>
A.6	<i>Les pouvoirs conformes dans le cas où le soumissionnaire agirait comme mandataire d'un groupement (original timbré). Dans ce cas, la pièce A.2 devra être produite uniquement par le mandataire du groupe ; les autres pièces étant produites par chacun des membres du groupement.</i>
A.7	<i>L'autorisation de vérification des références ; cette autorisation dument signée du Directeur Général, permettra au MINTP de procéder à toutes les vérifications jugées nécessaires, pour s'assurer de l'exactitude des informations relatives aux références présentées.</i>
Pour les soumissionnaires étrangers	
A.1	<i>l'Attestation de non redevance ou le quitus fiscal</i>
A.2	<i>l'attestation de régularité vis-à-vis de la sécurité sociale du pays d'origine</i>
A.3	<i>l'attestation de non faillite ou de non cessation de paiement.</i>
A.4	<i>L'accord de groupement le cas échéant ;</i>
A.5	<i>Les pouvoirs conformes dans le cas où le soumissionnaire agirait comme mandataire d'un groupement (original timbré). Dans ce cas, la pièce A.2 devra être produite uniquement par le mandataire du groupe ; les autres pièces étant produites par chacun des membres du groupement.</i>
A.6	<i>L'autorisation de vérification des références ; cette autorisation dument signée du Directeur Général, permettra au MINTP de procéder à toutes les vérifications jugées nécessaires, pour s'assurer de l'exactitude des informations relatives aux références présentées.</i>

NB : Toutes les pièces produites devront datées de moins de trois (03) mois. Il est précisé que l'absence ou la non validité de l'une des pièces ci-dessus entraînera l'élimination du candidat.

V- 2 : Volume 2 (Dossier technique)

Le dossier technique devra comprendre :

V-2-1 : Les moyens humains :

V-2-1-1 : La liste du personnel d'encadrement

Le candidat fournira la liste définissant le personnel clé accompagnée :

- du curriculum vitae signé de chaque personnel ;
- de la copie certifiée conforme du diplôme de chaque personnel ;
- de l'attestation de présentation de l'original du diplôme ;
- de l'attestation de disponibilité ;
- de l'attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs de Génie Civil (ONIGC) pour les nationaux.

La non production de l'une de ces pièces entraînera pour l'expert considéré, la note zéro (0).

À cet effet, le BET et/ou le groupement de BET devra justifier de sa capacité à pouvoir mobiliser un personnel de maîtrise composé de :

N°	Profils/ Formation	Nom- bre	Formation/ Qualification	Nbres d'ann ée d'Exp érien ce	Expérience et références
1	Chef de Mission	≥ 1	Diplôme d'Ingénieur de Génie Civil ou Génie Rural (BAC +5 ou plus)	≥ dix (10) ans	au moins 02 projets d'étude d'aménagements fluviaux, de barrage de retenue, de canaux artificiel ou naturel, d'irrigation, en qualité de chef de projet, ou avoir été chef de mission d'une étude stratégique de gestion en eau en Afrique subsaharienne.
2	Ingénieur Génie civil	≥ 2	Diplôme d'Ingénieur en Génie Civil (BAC +5 ou plus)	≥ dix (10) ans	au moins 02 projets d'études (en dimensionnement et calcul de structure) de construction de barrages, de digues, de canaux, de dalots de ponts.
3	Expert Géotechnicien	≥ 2	Diplôme universitaire ou d'ingénieur en géotechnique (BAC +5 ou plus)	≥ six (06) ans	au moins 02 projets d'étude de construction de barrages, de digues, de canaux, de dalots, de ponts.
4	Expert Urbaniste	≥ 2	Diplôme en aménagement du territoire ou d'urbanisme (BAC +5 ou plus) ou équivalent	≥ six (06) ans	au moins 01 projet dans les études d'aménagement en zone subsaharienne (urbain ou travaux d'assainissement/VRD).
5	Expert Topographe	≥ 4	Diplôme d'Ingénieur en topographie, (BAC +3 ou plus)	≥ sept (07) ans	au moins 02 projets d'étude d'aménagement en zone subsaharienne (urbain ou travaux d'assainissement/VRD). La maîtrise du système d'information géographique et des travaux cadastraux, seraient un atout supplémentaire.
6	Expert Hydraulicien	≥ 2	Diplôme universitaire ou d'Ingénieur en hydraulique (BAC +5 ou plus)	≥ dix (10) ans	au moins 02 projets d'étude d'aménagement en zone subsaharienne (urbain ou travaux d'assainissement/VRD), de dimensionnement des barrages, des digues de retenue d'eau, des canaux, le calibrage des cours d'eau.

N°	Profils/ Formation	Nom- bre	Formation/ Qualification	Nbres d'ann ée d'Exp érien ce	Expérience et références
7	Expert Hydrologue	≥ 2	Diplôme universitaire ou d'Ingénieur en hydrologie, (BAC +5 ou plus)	≥ dix (10) ans	au moins 02 projets d'étude hydrologique d'aménagement en zone subsaharienne (urbain ou travaux d'assainissement/VRD), d'un cours d'eau, d'étude du cycle de l'eau, la délimitation des bassins versants et des réseaux hydrographiques, le contrôle de la qualité et des quantités d'eau dans les projets en Afrique subsaharienne.
8	Expert Géologue	≥ 2	Diplôme universitaire en géologie, (BAC +5 ou plus)	≥ dix (10) ans	au moins 02 projets d'étude dans l'hydrogéologie, la pédologie et l'Étude de la formation et de l'évolution des sédiments.
9	Expert Environnementaliste	≥ 2	Diplôme universitaire ou d'Ingénieur en environnement, (BAC +5 ou plus)	≥ dix (10) ans	au moins 02 projets d'étude d'aménagement en zone subsaharienne (urbain ou travaux d'assainissement/VRD), ou étude d'impact des eaux (pluvial, ou fluvial).
10	Expert Socio-économiste	≥ 2	Diplôme universitaire ou d'Ingénieur en économie, (BAC +5 ou plus).	≥ dix (10) ans	au moins 02 projets d'étude d'aménagement en zone subsaharienne (urbain ou travaux d'assainissement/VRD), ou étude d'impact des eaux (pluviales, ou fluviales).

V-2-1-2 : L'organigramme complet du BET et/ou du groupement de BET

Le BET et/ou le groupement de BET fournira les organigrammes de son organisation, ainsi que celui envisagé pour la réalisation de la présente étude.

V-2-2 : Les références des Bureaux d'Études Techniques ou groupement de Bureaux d'Études Techniques

Les BET ou groupements de BET du secteur Bâtiment Travaux Publics (BTP) devront fournir les documents attestant qu'ils ont réalisé avec succès au cours des dix (10) dernières années et en qualité d'entrepreneur principal les projets ci-après :

- Les projets d'études dans le domaine des BTP au cours des dix (10) derniers années ;
- Les projets d'études dans la gestion des eaux pluviales, des inondations ou dans l'aménagement du territoire.

Pour être validée, chaque référence devra être justifiée par les éléments suivants :

- La copie de l'extrait du contrat comportant les 1^{ère}, 2^e, 3^e et 4^{ème} pages, ainsi que les pages des détails estimatifs et celles de signatures. Ces documents devront être clairs et lisibles ;
- Le nom du Maître d'Ouvrage ;
- Le lieu d'exécution du projet
- Le certificat de Bonne Fin délivré par le Maître d'Ouvrage ou par ses services ou les procès-verbaux des Commissions de suivi et de recette techniques délivrés par le maître d'ouvrage ou ses services.

V-2-3 : Les moyens logistiques, techniques et matériels

Le candidat doit justifier de la possession en propre ou en location des moyens logistiques, techniques et matériels ci-après :

- Matériel informatique et autres outils du BET:

N°	Type de matériel	Nombre minimum exigé
1	Ordinateurs	4
2	Imprimante,	2
3	Table Traçante	2
4	Scanner	2
5	Logiciels	2
6	Photocopieuses	1

- Moyens logistiques :

N°	Type de matériel	Nombre minimum exigé
1	Véhicules pick-up	2
2	Téléphones satellitaires	1
3	Fax	1

- Matériels géotechniques :

N°	Type de matériel	Nombre minimum exigé
1	Série de tamis complète	1
2	Appareil de Cassagrande	1
3	Balance de précision	1
4	Balance de portée 20kg	1
5	Etuve d'au moins 150°C	1
6	Plaque Chauffante Avec Bouteille De Gaz	1
7	Jeux de Pycnomètre	1
8	Presse CBR d'au moins 30 KN	1
9	Appareillages pour essais Proctor	20
10	Appareillages pour essais CBR	20
11	Comparateurs	20
12	Appareil triaxial ou de cisaillement rectiligne	1
13	Pénétrromètre dynamique lourd	1
14	Pénétrromètre dynamique léger	1
15	Scissomètre	1
16	Tarière manuelle	1
17	Sondeuse mécanique	1
18	Pressiomètre Ménard	1
19	Pachomètre	1
20	Pundit	1

21	Fleximètre	1
22	Géoscanner	1

Matériels topographiques:

N°	Type de matériel	Nombre minimum exigé
1	Station totale	1
2	Mire	1
3	GPS	1
4	Niveau	1
5	Drone de reconnaissance spatiale	1

Le consultant soumettra à l'administration tous autres moyens matériels nécessaires à l'atteinte des objectifs de l'étude. Le consultant justifiera de la possession desdits moyens, et s'engage à mener à terme les prestations.

Le BET ou groupement de BET devra justifier de la propriété et de l'état du matériel nécessaire à l'exécution des prestations. Les justificatifs du matériel sont les photocopies certifiées conformes des cartes grises légalisées par les services compétents du Ministère des Transports, ou les photocopies certifiées conformes d'attestation de dédouanement datant de moins de trois mois à la date limite de remise des offres pour le matériel roulant, et les photocopies certifiées de factures pour les autres matériels.

N.B : La localisation dudit matériel doit être précisée, étant entendu que des vérifications pourront être faites par le Maître d'Ouvrage en cas de besoin.

V-2-4 : L'autorisation de vérification des déclarations

Cette autorisation dûment signée du Directeur Général de l'entreprise, devra permettre au Ministre des Travaux Publics de procéder à toute vérification jugée nécessaire, pour s'assurer de l'existence et de la qualité du matériel énoncé dans le dossier de candidature et de l'exactitude des informations relatives aux références présentées auprès des Maîtres d'Ouvrages concernés.

V- CRITÈRES D'ÉVALUATION ET DE SÉLECTION DES BUREAUX D'ÉTUDES TECHNIQUES ET/OU GROUPEMENT DE BUREAUX D'ÉTUDES TECHNIQUES

Après réception des offres, il sera procédé à leur évaluation au vu des critères suivants :

VI-1 : Critères éliminatoires

- a) Absence après un délai de 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif ;
- b) Non-conformité après un délai de 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif ;
- c) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- d) Note technique inférieur à **70/100**;
- e) Utilisation d'un agent public sans justificatif de sa libération.

VI-2 : Critères essentiels

- Personnel clé (sur 60 points) ;
- Les références du candidat (sur 20 points) ;

- Les références du candidat (sur 20 points) ;
- Moyens logistique, topographique et matériel (sur 20 points) ;

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à soixante-dix (70) points sur cent (100), seront retenus. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de ne pas retenir les Bureaux d'Études Techniques qui, dans un contrat encours avec le MINTP, auront reçu notification d'une mise en demeure, d'un constat de carence ou d'une résiliation.

N.B. : Tout dossier comportant des fausses déclarations sera purement et simplement rejeté par le comité compétent à tout moment pendant la procédure.

VI- DÉPÔT DES DOSSIERS

Les dossiers de candidature en Cinq (05) exemplaires dont Un (01) original et Quatre (04) copie marqués comme tels devront être déposés sous plis fermé et scellé à la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 207 au plus tard, le 08 MAI 2022 à **15 heures**, portant la mention :

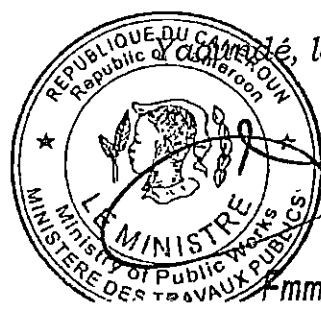
**N° 035 /AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTÉRÊT /ASMI/MINTP/SG/DCT/CAO/CEA3/NS/2022 DU 05 AVR 2022
**POUR LA REALISATION D'UNE « ÉTUDE DIAGNOSTIQUE ET STRATÉGIE
 D'ASSAINISSEMENT ET DE GESTION DES EAUX PLUVIALES DANS LA RÉGION DE
 L'EXTRÊME-NORD »**
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »**

VII- RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements complémentaires sur le présent Appel de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt peuvent être obtenus tous les jours et heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 206, Tél. : 222 22 92 34.

VIII - PUBLICATION DES RÉSULTATS

L'avis d'appel d'offres restreint tient lieu de publication du résultat de la pré-qualification. Les BET retenus à l'issue du présent ASMI seront consultés dans le cadre de l'Appel d'Offres International Restreint pour l'élaboration d'une étude diagnostique et la stratégie d'assainissement et de gestion des eaux pluviales dans la région de l'Extrême-Nord, conformément à l'article 76 du décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics au Cameroun.



le 05 AVR 2022

Emmanuel NGANG...



033

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

No. /ASMI/MINTP/SG/DCT/CAO/CEA3/NS/2022 OF 05 AVR 2022

FOR THE DESIGN OF A "DIAGNOSTIC STUDY AND STRATEGY FOR DRAINING AND MANAGING RAINWATER IN THE FAR-NORTH REGION."

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues a Request for Expression of Interest (ASMI) intended for Consulting Firms and/or joint ventures of the building and public works sector willing to participate in the pre-selection in view of these services.

I- PURPOSE OF THE CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

This Call for Expression of interest aims at preselecting consulting firms and/or joint ventures to participate in the Limited International Call for Tenders to design a "diagnostic study and strategy for draining and managing rainwater in the Far-North Region.

II- QUALIFICATION CRITERIA

- Must be a Technical Consulting Firm (TCF) or a Joint Venture;
- Must submit an administrative file compliant with the specifications of point V.1 below;
- Must have the equipment and staff compatible with the services to be provided;
- Must have sufficient experience in water management;
- Must have sufficient experience in designing strategies for infrastructure development.

III- DESCRIPTION OF SERVICES

The project's general purpose is to carry out a global study aimed at protecting infrastructure and the population from rainwater, and sustainably managing this water in the Far-North Region. This study aims at improving the living conditions of the local population by sorting out the problems of regular flooding during heavy rainfall periods and managing this water resource to make it available in the dry season..

The mission will provide the Far-North Region with a planning document for protecting infrastructure and the population from rainwater, and managing it, while integrating the principles of sustainability. The document will be harmonised with existing urban planning documents, if need be. A diagnostic study is considered in order to reach that goal.

Overall, the services expected from the TCF include the following:

- Defining a proper methodology for providing the services, including a provisional timetable for the implementation of this methodology, any proposed improvements to the ToRs, an explained proposal these stages, as well as the existing relationships between these different stages of the study. Producing related reports;
- Designing the diagnosis for protecting infrastructure and the population from rainwater in the Far-North Region, followed by an environmental diagnosis, while

defining priority liable to flooding and displacement areas to be submitted to the relevant administrations, as well as regulating, protecting infrastructure and roads needing urgent rehabilitation/ construction;

- Designing the diagnosis for rainwater management in the Far-North Region, followed by an environmental diagnosis, while defining suitable areas for construction or rehabilitation of water mobilisation, storage, treatment and distribution facilities in line with the environment of the area;
- Drafting a sustainable Master Plan for Water Development and Management (SDAGE) for the Far-North Region, supported by multi-criteria analyses of development options and priority projects, including summary Environmental and Social Impact Assessments (ESIA) (Framing the Environment), and linked to a Priority Investment Program to be financed (public-private partnerships and/or other financing methods);
- Drafting a report for actions to be undertaken, describing the detailed action plan to be implemented for the protection of infrastructure and the population from rainwater, and its sustainable management in the Far-North Region, with a budget per action;
- Drafting Tender Enquiry Files of Consulting Firms in order to carry out Technical Studies of projects selected in the SDAGE.

IV- APPLICATION FILE

Candidates must submit, in two (2) volumes, the following documents drafted in French or English.

Lest they be rejected, the applicant shall present, in a very clear and detailed manner, the following documents, which shall be subject to verification.

Supporting documents must be less than three (3) months old on the date of issue of the Call for Expression of Interest.

The application file compiled in a single volume shall include:

V-1: Volume 1 (Administrative File)

"Volume 1" shall comprise the following administrative documents (originals and certified true copies of less than three (3) months and valid for the current financial year):

Document No.	Description
For tenderers governed by Cameroon law	
A.1	A valid attestation of non-indebtedness.
A.2	An attestation of non bankruptcy issued by the court with jurisdiction;
A.3	An attestation of non-exclusion from public contracts, issued by the Public Contracts Regulatory Agency (PCRA).
A.4	An attestation signed by the General Manager of the National Social Insurance Fund, or one of his duly authorised representatives, certifying that the applicant has paid all the required contributions.
A.5	The joint-venture agreement, if need be;
A.6	The mandatory powers in case the tenderer acts as the legal representative of a joint venture (stamped original). In this case, documents A.1 and A.2 shall be submitted only by the joint-venture's legal representative; the other documents being submitted by each member of the joint-venture.

A.7	The authorisation to verify the references; this authorisation, duly signed by the General Manager, shall enable MINTP to carry out necessary verifications, to ensure that the information provided on the references are accurate.
For foreign tenderers	
A.1	The Attestation of non-indebtedness or tax clearance
A.2	The attestation of compliance with the social security in the country of origin
A.3	Attestation of non- bankruptcy or non-suspension of payments.
A.4	The joint-venture agreement if need be;
A.5	The mandatory powers in case the tenderer acts as the legal representative of a joint venture (stamped original). In this case, documents A.1 and A.2 shall be submitted only by the joint-venture's legal representative; the other documents being submitted by each member of the joint-venture.
A.6	The authorisation to verify the references; this authorisation; duly signed by the General Manager, shall enable MINTP to carry out necessary verifications, to ensure that the information provided on the references are accurate.

NB: All documents submitted must be less than three (3) months old. It should be noted that the absence or non-compliance of any of the above documents shall disqualify the applicant.

V2: Volume 2 (Technical File)

The technical file shall comprise:

V-2-1: Human resources

V-2-1-1: List of Supervisory Staff

The consultant shall submit the list of key staff along with:

- a curriculum vitae signed by each staff member;
- a certified true copy of the diploma each staff member;
- the attestation of presentation of the original diploma;
- The attestation of exclusivity;
- the attestation of enrolment into the National Order of Civil Engineers (NOCE) for national civil engineers proposed for the position.

The staff shall score a zero (0) for non-submission of one of the above documents.

To this effect, the TCF or joint venture shall show proof of its capability to mobilise the following supervisory staff:

No.	Profile/Education	Number	Education/Qualification	Number of years of experience	Experience and references
1	Head of Mission	≥ 1	Must be a holder of a Civil or rural Engineering	≥ At least ten (10)	At least 2 projects of study of river developments, damning, artificial or natural canals, irrigation, as project leader, or

No	Profile/Education	Number	Education/Qualification	Number of years of experience	Experience and references
			(BAC or G.C.E A/L +5 at least);	years	have been mission leader of a strategic water management study in Sub-saharan Africa.
2	Civil engineer	≥ 2	Civil Engineering Graduate (BAC/GCE+5 at least)	≥ At least ten (10) years	at least 2 study projects (in dimensioning and structural calculation) for the construction of dams, canal dams, bridge scuppers.
3	A Geotechnical Expert	≥ 2	Must be a university degree holder or a Geotechnical Engineer (at least the (BAC or G.C.E A/L +5)	≥ At least six (6) years	At least 2 study projects for the construction of dams, dykes, canals, scuppers, bridges.
4	Town Planning Expert	≥ 2	Regional Development or Town Planning Graduate (BAC or GCE A/L+5 at least) or an equivalent	≥ At least six (6) years	At least 1 development study project in the Sub-saharan region (urban or draining works/VRD).
5	Land Surveying Expert	≥ 4	Civil Engineering Graduate (GCE+5 at least)	≥ At least seven (7) years	At least 2 development study projects in the Sub-saharan region (urban or draining/VRD works), Knowledge of geographic information systems and land survey works would be an additional asset.
6	Hydraulics Expert	≥ 2	Must have a university degree or be a Hydraulics Engineer (at least the BAC or G.C.E A/L +5)	≥ At least ten (10) years	At least 2 development study projects in the Sub-Saharan region (urban or sanitation/VRD works), study design projects for dams, water retention dykes, channels, river sizing.
7	Expert hydrologist	≥ 2	Must have a university degree or be a Hydrology Engineer (at least the BAC or	≥ At least ten (10) years	At least 2 hydrology study projects of development in Sub-Saharan region (urban or sanitation/VRD works), of a river, study of the water cycle, delimitation of watersheds and

No	Profile/Education	Number	Education/Qualification	Number of years of experience	Experience and references
			G.C.E A/L +5)		hydrographic networks, monitoring of water quality and quantity in projects in sub-Saharan Africa.
8	Expert in geology	≥ 2	Must have a university degree in Geology (at least BAC or G.C.E A/L +5)	≥ At least ten (10) years	At least 2 study projects in hydrogeology, pedology and the Study of sediment formation and evolution.
9	Environmental Expert	≥ 2	Must have a university degree or be an Environmental Engineer (at least BAC or G.C.E A/L +5)	≥ At least ten (10) years	At least 2 development study projects in the Sub-saharan region (urban or sanitation/VRD works), or water impact assessment (pluvial or fluvial).
10	Socio-economics Expert	≥ 2	Must have a university degree or be an Economic Engineer (at least BAC OR G.C.E A/L +5)	≥ At least ten (10) years	At least 2 development study projects in the Sub-saharan region (urban or draining/VRD works), or water impact assessment (pluvial or fluvial).

V-2-1-2: Overall Organisational chart of TCF and/or TCF Joint Venture

The TCF and/or joint venture shall provide the organisation charts of its organisation, as well as the one considered for the execution of this study.

V-2-2: References of Technical Consulting firm or Joint Venture

Consulting Firms or Joint ventures shall present documents attesting that they have successfully executed, over the past ten (10) years as main contractor of the following projects:

- Study projects in the Construction and Public Works sector over the last ten (10) years;
- Study projects in rainwater management, flood management or land use planning.

To be validated, each reference must be justified by the following elements:

- An extract of the contract comprising the 1st, 2nd, 3rd and 4th pages, as well as the cost estimate and signature pages. A copy of the contract excerpt including the 1st, 2nd, 3rd and 4th pages, as well as the estimate and signature pages.
- The Project Owner' name;

- The project execution place;
- The Attestation of Proper Completion issued by the Project Owner or its services or the technical acceptance report of services and the Attestation of Proper Completion issued by the contracting authority or its services.

V-2-3: Technical, logistical and material resources

The applicant shall show proof of the following logistics, technical resources and equipment:

Computer equipment and other TCF tools:

No	Type of equipment	Minimum number
1	Computers	4
2	Printer	2
3	Plotter	2
4	Scanner	2
5	Software	2
6	Photocopiers	1

Logistics resources

No	Type of equipment	Minimum number
1	Pick-up vehicles;	2
2	Satellite phones	1
3	Fax	1

Geotechnical equipment

No.	Type of equipment	Minimum number
1	Complete sieve series	1
2	Casagrande apparatus	1
3	Precision scale	1
4	Mounted balance 20kg	1
5	Drying oven of at least 150°C	1
6	Hot plate with gas bottle	1
7	Pycnometer games	1
8	CBR Press of at least 30 KN	1
9	Equipment for Proctor tests	20
10	Equipment for CBR tests	20
11	Comparators	20
12	Triaxial or straight shear apparatus	1
13	Heavy dynamic penetrometer	1
14	Light dynamic penetrometer	1
15	Field vane	1
16	Hand auger	1
17	Mechanical Drill rig	1
18	Menard pressure meter	1
19	Covermeter	1
20	Pundit	1
21	Fleximeter	1
22	Geoscanner	1

Topographical equipment

No.	Type of equipment	Minimum number
1	Total station	1
2	Sights	1
3	GPS	1
4	Level	1
5	Space recognition drone	1

The consultant shall submit to the administration any other materials necessary to achieve the objectives of the study. The consultant shall provide proof of owning of the aforementioned means, and shall undertake to complete the services.

The consulting firm or joint venture shall show proof of ownership of the equipment necessary for providing the services. The supporting documents for the equipment are: the photocopies of car registration certificates certified by the competent services of the ministry of transport, or certified photocopies of the customs clearance certificate dated less than three months at the tender submission deadline for the rolling stock, and certified photocopies of invoices for other equipment.

Note: The location of the said equipment must be stated to enable verification by the Project Owner, if need be.

V-2-4: Authorisation to verify declarations

This authorisation duly signed by the General Manager of the consulting firm, shall enable the Minister of Public Works to carry out all verifications deemed necessary, to ensure the existence and quality of the equipment listed in the application file and the accuracy of information relating to the references presented to the concerned Project Owners.

V- EVALUATION AND SELECTION CRITERIA OF TECHNICAL CONSULTING FIRMS AND/OR JOINT VENTURES

After the submission of offers, they shall be evaluated based on the following criteria:

VI-1: Eliminary Criteria

- a) Absence after a period of 48 hours after the opening of the tenders, of at least one of the documents in the administrative ;
- b) Non-compliance after a period of 48 hours after the opening of the tenders, of at least one of the documents in the administrative file ;
- c) False declaration or forged documents;
- d) Technical score less than **70/100**;
- e) Presence of a public service employee without justification of his availability.

VI-2: Essential Criteria

- Key staff (on **60 points**);
- References of the candidate (on **20 points**);

- References of the candidate (on 20 points);
- Logistical and topographic means as well as equipment (on 20 points);

Only those candidates who obtain a technical score of at least seventy (70) over one-hundred (100) points at the end of the evaluation shall be selected. The Project Owner reserves the right to reject the application of consultants who, in an ongoing contract with MINTP, have received a formal notice, ascertainment of shortcomings or termination notice.

Note: Any file with false declarations shall simply be rejected by the relevant committee at any moment of the process.

VI- SUBMISSION OF FILES

Drafted in quintuplet (5) including one (1) original and four (4) copies, labelled as such, the files shall be submitted, in a sealed envelope to the Ministry of Public Works in Yaounde, located at the 2nd floor of the new building (ground+3 floor-building) hosting some central services of the Ministry of Public Works, in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 207, latest on 06 MAI 2022 at 3 pm. They shall bear the following:

No. 033 "CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST 05 AVR 2022
/ASMI/MINTP/SG/DCT/CAO/CEA3/NS/2022 OF
FOR THE CONDUCT OF A "DIAGNOSTIC STUDY AND STRATEGY FOR DRAINING
AND MANAGING RAINWATER IN THE FAR-NORTH REGION."
"To be opened only at the tender-evaluation session."

VII- FURTHER INFORMATION

Further information on this Call for Expression of Interest may be obtained during working hours at the Tenders Unit, Department of Contracts of the Ministry of Public Works, located on the 2nd floor of the new 3-story building hosting some central services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 206, Tel. : 222 22 92 34

VIII-PUBLICATION OF RESULTS

The Limited International Call for Tenders shall serve as the results of the pre-selection. TCF selected after this ASMI shall be consulted as part of the Limited International Call for Tenders for designing a "diagnostic study and strategy for draining and managing rainwater in the Far-North, in compliance with Article 76 of Decree No. 2018/366 of 20 June 2018 on the Public Contracts Code in Cameroon.

Yaounde, on 05 AVR 2022



Emmanuel NGANOU D.